

Rwanda : l'enquête se poursuit à Bruxelles

Indices et témoignages s'additionnent. Les enquêteurs progressent. Lentement.

Lentement, au fil des témoignages, des recoupements, et malgré l'impossibilité de se rendre sur les lieux, l'enquête se poursuit sur les circonstances dans lesquelles a été abattu l'avion qui ramenait de Dar Es-Salaam les présidents du Rwanda et du Burundi.

Les enquêteurs belges aimeraient pouvoir envoyer des spécialistes à Kigali afin d'examiner les débris de l'appareil et étudier en détail les points d'impact, mais politiquement et militairement, cette démarche demeure impossible. En ce qui concerne l'information publiée voici une semaine par « Le Soir », suivant laquelle deux militaires français membres du Dami, Département d'assistance militaire à l'instruction, auraient été mêlés à l'attentat, l'auditorat militaire, chargé d'étudier les circonstances dans lesquelles les dix paras belges ont été tués et, plus largement, de découvrir les raisons du climat anti-belge

régnant au Rwanda, a été saisi de cette piste.

TÉMOIGNAGES DE RAPATRIÉS

Lorsque le ministère des Affaires étrangères et le Premier ministre Dehaene ont déclaré, vendredi dernier, que cette hypothèse de travail n'était pas retenue, il s'agissait d'une prise de position prématurée : l'auditorat militaire n'avait pas encore été consulté à propos de ce champ d'investigation. Interrogé par la suite par d'autres journaux, dont la « Gazet van Antwerpen » et la RTBF, l'auditorat répondit qu'il continuait à examiner sérieusement la piste d'une responsabilité française, sans exclure ou démentir les informations du « Soir ».

Par la suite, plusieurs témoignages de rapatriés du Rwanda sont venus étayer ces révélations et au fil de la semaine, d'autres précisions ont été recueillies. Plusieurs témoins ont affirmé avoir reconnu, en février, onze militaires du Dami, qui avaient quitté Kigali en décembre dernier, qui étaient revenus en civil dans la capitale rwandaise et ne faisaient donc pas partie du groupe de 25 coopérants militaires officiellement en poste au Rwanda jusqu'au lendemain du drame. Par ailleurs, la configuration des lieux de l'attentat est de plus en plus clairement établie : il apparaît que le jour du drame, l'armée rwandaise avait mis plusieurs mitrailleuses quadruples en position autour du camp militaire

de Kanombe et en direction du village de Massaka. C'est au bord des marécages et d'une pépinière que l'appareil est tombé, enfonçant le mur d'enceinte de la propriété du président.

Des témoins ont vu, le matin de l'attentat, deux jeeps de l'armée rwandaise, équipées de mitrailleuses quadruples et accompagnées d'un camion, être installées à 200 mètres de l'endroit d'où le coup a été tiré. Une heure avant l'attentat, ces militaires se trouvaient toujours à la même position. Un témoin a eu l'attention attirée par le fait que deux de ces militaires, qui portaient l'uniforme rwandais, portaient leur béret à l'envers, c'est-à-dire avec le rabat du côté gauche comme le font les Français, alors que les Belges le portent à droite. S'agirait-il de ces militaires antillais qui se seraient trouvés dans les rangs gouvernementaux ?

Quant au fait que le missile ait été tiré par deux Blancs, tous ceux qui ont vu la précision de la trajectoire affirment qu'un tel attentat n'a pu qu'être l'œuvre d'un spécialiste et que les militaires rwandais ne sont pas formés pour ce type de mission.

Quant au missile, il s'agirait d'un engin SAM, portable à l'épaule et qui est guidé par un détecteur de chaleur à infrarouge. Il se confirme aussi qu'alors que l'avion approchait de Kigali, la tour de contrôle demanda à plusieurs reprises à l'équipage si le président du Burundi se trouvait bien à bord, à tel point qu'à la fin, excédé, le pilote *rembarra* ses interlocuteurs. L'hypothèse

d'un attentat qui visait aussi le président Ntaryamira est donc également à retenir.

Quant à l'information, à première vue rocambolesque, selon laquelle les deux « Français » auraient revêtu des uniformes de Casques bleus belges, rien d'autre ne l'étaye que la fermeté avec laquelle des militaires rwandais ont assuré disposer de *témoins oculaires* qui affirment avoir vu des Belges sur les lieux de l'attentat, tandis qu'il se confirme que des pièces d'uniforme données à la blanchisserie de l'hôtel Méridien disparaissaient de manière trop régulière pour que l'on puisse croire à un simple vol.

Par ailleurs, on ignore toujours dans quel cadre auraient pu agir les deux militaires français impliqués, qui peuvent avoir servi d'« agents techniques » dans le cadre d'une opération montée par les ultras hutus du CDR. Outre les démentis qui se sont succédé à Paris, on fait observer que le fait que les trois membres de l'équipage de l'avion présidentiel soient français plaide contre la thèse d'une participation de leurs compatriotes à l'attentat.

Les enquêteurs belges, qui progressent très lentement, sont en tout cas d'avis que la boîte noire de l'appareil qui fut recueillie sur les lieux de l'attentat par le commandant de Saint-Quentin et qui se trouve en ce moment à Paris, contient des informations très intéressantes. Or jusqu'à présent elle est classée Secret Défense.

COLETTE BRAECKMAN